

SUR LA SÉCURITÉ DES FRONTIÈRES SUD DE L'EUROPEÀ l'occasion du 75^{ème} anniversaire de l'OTAN13.AVRIL.2024
à Sciences Po Aix**Notes de séance**

Le deuxième grand colloque sur la sécurité internationale des frontières sud de l'Europe s'est tenu à Sciences Po Aix le samedi 13 avril 2024. La rencontre s'est organisée autour de quatre tables rondes rassemblant de hauts responsables gouvernementaux français et étrangers, des personnalités politiques, diplomatiques, économiques et universitaires. Elle visait à interroger les recompositions géopolitiques à l'œuvre dans la zone méditerranéenne et à encourager une réflexion prospective sur les réponses apportées par les États et les organisations internationales. L'événement a été organisé par Sciences Po Aix, avec le soutien de l'OTAN, de la Région Sud, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du Ministère des Armées et de la ville d'Aix-en-Provence.

Le présent document a pour but de résumer les échanges qui ont eu lieu, et résulte des notes prises par les étudiants mandatés à cet effet. Ils n'ont pas vocation à retranscrire les débats dans le détail.

Introduction

L'importance stratégique des frontières sud de l'Europe est indéniable. Face à une combinaison de défis sécuritaires complexes, allant des flux migratoires massifs aux menaces terroristes en passant par les tensions régionales, la question de la sécurité dans cette région est devenue une priorité cruciale pour les États européens et leurs partenaires. L'instabilité dans certaines parties du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, les conflits armés, et les mouvements de populations forcés ont exacerbé les pressions sur les frontières sud de l'Europe, mettant à l'épreuve les capacités des États à garantir la sécurité et la stabilité dans la région.

Ce sujet soulève des questions complexes et multidimensionnelles qui nécessitent une approche holistique et coordonnée. Il englobe des aspects politiques, économiques, sociaux et sécuritaires, nécessitant une coopération étroite entre les États riverains, les institutions européennes, les organisations internationales et les partenaires régionaux.

Dans son discours de bienvenue, **le Professeur Rostane MEHDI, Directeur de Sciences Po Aix**, revient sur le contexte actuel. En effet, à l'aune de la guerre en Ukraine et la reprise des conflits au Proche et Moyen-Orient, il paraît essentiel de questionner les

répercussions de ces conflits, qui ont mis en exergue des enjeux et prérogatives inhérents à l'Europe méridionale. L'affirmation ou le retour d'un certain nombre d'acteurs étatiques et non étatiques a donné lieu à des recompositions inédites et difficiles à appréhender. Ce colloque se dresse comme un observatoire critique des enjeux politiques, économiques et militaires qui sont au cœur de cette zone exposée au contexte actuel, un observatoire frappé du sceau universitaire. Il est question de mieux comprendre ces défis par le croisement des analyses proposées pour mieux les appréhender. Il s'agira de poser un diagnostic en conjuguant nos analyses et, dans une démarche plus « thérapeutique », d'ébaucher des pistes de solution.

.....

Intervention du Contre-Amiral Marc GANDER, Directeur adjoint de la Division Opérations et Plans de l'État-major militaire international de l'OTAN.

Le Contre-Amiral Marc GANDER revient sur l'historique de l'Alliance. L'OTAN fête son 75^e anniversaire mais également les 15^e, 20^e et 25^e anniversaires des pays qui ont été admis dans cette organisation au fil du temps. Aujourd'hui le nombre de membre a été multiplié par presque 3, pour être porté à 32, avec l'accession de la Suède il y a 3 semaines. A l'époque de la mise en place de l'Alliance, les pays avaient éprouvé le besoin de s'allier pour obtenir et garantir la paix et la sécurité. Une réalité qui est toujours d'actualité. Instrument de défense collective, l'Organisation liait historiquement la défense des Etats-Unis et de l'Europe occidentale, puis au fil des années de l'Europe centrale et orientale, pour faire face à la menace soviétique, puis russe aujourd'hui.

Le traité de Washington de 1949 qui institue l'OTAN préfigure :

- Une organisation non contraignante : les nations disposent toujours du contrôle et du commandement de leurs moyens. Il n'y a pas d'armée de l'OTAN, ce sont des armées nationales mises à disposition ;
- Une organisation qui repose principalement sur un cadre normatif permettant l'interopérabilité entre ses membres, mais qui doit également tenir compte quotidiennement de son hétérogénéité (historique, culturelle, économique, industrielle) ;
- Un fonctionnement qui repose sur un principe de consensus ;
- Une organisation qui ne crée pas de droit mais repose sur le droit du précédent (fonctionnement jurisprudentiel), dans la tradition du Common Law.

Selon M. Gander la grande force de l'Organisation vient de ses process, qui permettent aux membres de l'OTAN d'être interopérables, de s'entraîner ensemble et d'être ainsi prêts à combattre ensemble.

Aujourd'hui, l'OTAN s'est écartée de ses fondamentaux suite à la décroissance stratégique (situation de paix), certains parlant de « mort cérébrale ». En 2018, les Alliés avaient décidé d'agréer les deux principales menaces qui pèsent sur la sécurité : la

Russie et les terrorismes. Ainsi, l'Alliance s'était installée dans un processus de réponses à des crises régionales, par la mise en place de plans localisés, à la portée géographique très limitée (GRP) qui avaient vu le jour après la guerre de Crimée en 2014. Depuis 2019, l'Alliance possède des outils militaires lui permettant de faire face aux enjeux actuels, avec une approche plus globale et coordonnée. Elle a défini deux grands concepts militaires qui guident l'Organisation dans son adaptation : le concept de dissuasion et de défense pour la zone euro-atlantique (DDA) - le « comment » - et le concept cadre sur la capacité à combattre (NWCC) - le « avec quoi » - qui insuffle les capacités que chaque pays doit avoir en termes d'outil militaire pour répondre aux crises. A Bruxelles, les 6 et 7 avril 2022, la posture de défense a été redéfinie avec une rotation à 360° (terre, mer, air) en ajoutant l'espace et le cyber. Cela s'est traduit par l'augmentation de la présence militaire sur les flancs est, décidée à Madrid en avril 2022. Huit groupements tactiques multinationaux actifs ont été établis dans l'est de l'Europe (Estonie, Lituanie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Slovaquie et Bulgarie), accompagnés d'un renforcement de la police du ciel et de la sécurité aérienne. Des avions et moyens militaires de l'Alliance y sont déployés continuellement. Concernant l'espace maritime, une présence renforcée a aussi été mise en œuvre dans toutes les zones maritimes, dans un esprit de dissuasion. Des mesures complémentaires ont été adoptées les 11 et 12 juillet 2023 lors du sommet de Vilnius pour renforcer encore la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance. Trois plans régionaux stratégiques, incluant des plans de gestion de crise, ont été conçus dans la logique du DDA, les plus complets et détaillés jamais conçus par l'Alliance depuis la Guerre Froide (Atlantique et Arctique européen, la Baltique et l'Europe centrale, et la Méditerranée et Mer Noire). Les Alliés ont enfin décidé de poursuivre la mise en œuvre du modèle de force de l'OTAN : 300 000 hommes disponibles, aptes au combat et entraînés à travailler ensemble.

Ainsi, M. Gander affirme que l'Alliance procède à une révision fondamentale durable de ses capacités de dissuasion et de défense, qui repose sur une approche logique et cohérente. Cette approche part de la menace, prend en compte ce que les nations ont en propre, propose ce qu'elles devraient avoir et *in fine* comment cela serait utilisé, si la décision était prise par le Conseil de l'Atlantique Nord. Cette nouvelle posture vise à répondre aux deux menaces principales, tout en tenant compte des engagements de l'OTAN qui font partie des 3 piliers du concept stratégique de l'Alliance.

.....

Table ronde n°1 | Nouvelles vulnérabilités sur le flanc sud.

Table ronde modérée par **Charles HAQUET**, Rédacteur en chef du service Monde à l'*Express*, composée de :

- **Jane KINNINMONT**, Policy and Impact Director au sein du European Leadership Network, membre du groupe de travail indépendant missionné par l'OTAN sur les relations avec le voisinage méridional.
- Général d'armée aérienne (2S) **Jean-Paul PALOMEROS**, ancien Commandant Suprême Allié Transformation de l'OTAN.
- Vice-amiral d'escadre **Didier PIATON**, chercheur associé de la Fondation Méditerranéenne d'Études Stratégiques (FMES), ancien adjoint du commandement maritime de l'OTAN.
- **Giovanni ROMANI**, Chef de la Section Moyen-Orient et Afrique du Nord au sein de la Division Affaires politiques et de sécurité de l'OTAN.

Monsieur **Charles HAQUET** évoque la montée en puissance d'une Russie agressive qui force l'OTAN à s'adapter à cette nouvelle donne. L'attention, notamment médiatique, est centrée sur le flanc est. La présence de l'OTAN est moins mise en avant, voire a diminué, sur le flanc sud, pourtant de nombreuses menaces s'y livrent, et notamment la menace russe qui est présente sur 4 terrains d'action (Libye, Afrique subsaharienne, Balkans occidentaux, Syrie, Méditerranée). Ainsi, on voit l'importance du flanc sud, même vis-à-vis de l'adversaire qu'on « affronte » du côté est. **M. HAQUET demande donc aux participants de donner leur perception de ce qu'est le flanc sud.**

Pour **Didier PIATON**, il est important de commencer par décrire le plus précisément et fidèlement possible une situation. Pour la FMES, sur la plan géographique le flanc sud concerne notre voisinage méridional : la mer Méditerranée, la mer Noire, la mer d'Azov et la mer Rouge, ainsi que l'Afrique subsaharienne. Le flanc sud est à la fois un fossé, démographique, climatique, de développement, un fossé politique mais aussi un vecteur, une voie de communication qui permet de relier les peuples entre eux et de forger une identité méditerranéenne.

Jane KINNINMONT affirme que pour le groupe d'experts indépendants sur les relations avec le voisinage, le flanc sud comprend le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et le Sahel, mais aussi les « voisins des voisins », notamment l'Afrique Sub-saharienne. Certains pays clés influents sur nos voisins immédiats doivent être pris en compte.

Giovanni ROMANI confirme que l'OTAN parle de « southern neighbourhood », incluant les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord avec lesquels l'OTAN a des partenariats. Les Partenariats de l'OTAN inclut aujourd'hui également le Koweït, Qatar, Bahreïn et les EAU, ainsi qu'une mission en Irak. Ces partenariats ne signifient pas que l'OTAN ne s'intéresse pas à une autre région, en effet, des opérations de l'OTAN sont en place en Somalie et au Sahel.

Monsieur Charles HAQUET demande aux participants de définir les nouvelles menaces et nouvelles vulnérabilités sur le flanc sud.

Le Général d'armée aérienne (2S) **Jean-Paul PALOMEROS** propose d'adapter la citation de Charles De Gaulle « *Vers le sud compliqué, volons avec des idées simples* ». Mais rien n'est simple, et le futur vient toujours plus vite qu'on a prévu. On peut anticiper les menaces et s'y préparer. Le premier exercice de l'OTAN organisé après l'annexion de la Crimée, en 2015, était dans le sud de l'Europe, en Méditerranée, afin de montrer que les crises au sud impliquaient directement l'OTAN. Le Sud est loin d'être accessoire, même si le regard se porte plus vers l'est. Par ailleurs, la guerre en Ukraine a un impact dans le sud, le pourtour de la mer Noire est composé de pays de l'OTAN. Cette maîtrise de la mer Noire est fondamentale dans le règlement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Toutefois, l'OTAN doit être vigilante, les enjeux qui touchent le sud sont d'une extrême complexité, au sens d'imbrication et de répercussions en chaîne. Aucune organisation ne peut les aborder seule. Ainsi, cela appelle à une coopération renforcée avec tous les acteurs souhaitant s'impliquer. Les notions de défense collective sont au cœur de l'approche otanienne d'aujourd'hui. Il faut ainsi s'inquiéter des exercices conjoints effectués dans la Méditerranée par les Russes avec l'Algérie ; les menaces que l'on perçoit sont de natures différentes et la plupart d'entre elles ne peuvent pas être abordées à la racine (même collectivement) : on traite aujourd'hui les symptômes de crises qui nous assaillent.

M. PALOMEROS affirme que dans cette zone, la convergence de la criminalité organisée, des trafics, et des menaces dites classiques est évidente, et ne peuvent être abordées de manière classique. On parle d'hybridité des menaces (quand le conflit à l'est est plus « classique » en opposant deux pays). Il faut donc l'appui des pays du sud pour régler ces problèmes, un sud divers et varié, dont la variété doit servir d'atout. L'OTAN a un rôle à jouer pour notre défense collective, dans le cadre de ses missions, et bien entendu l'Union Européenne, qui a tous les outils en sa possession.

Pour **Jane KINNINMONT**, les risques nouveaux avec le voisinage sont la croissance du groupe Wagner en Afrique du Nord et au Sahel, les vagues de coups d'Etat militaires, la désinformation et les menaces contre les valeurs de la société européenne, et les menaces qui pèsent sur les infrastructures, notamment sur les câbles sous-marins. Elle évoque beaucoup de risques nouveaux mais également une persistance des menaces anciennes : le terrorisme et plusieurs conflits non résolus, à l'instar du conflit arabo-israélien ou du conflit USA/ Iran. Il est utile de penser à la sécurité humaine pas seulement comme objectif mais aussi comme un élément fondamental d'une analyse holistique des racines du problème : comment et pourquoi les populations du flanc sud se sentent en insécurité et comment l'insécurité quotidienne des gens ordinaires se manifeste dans l'insécurité internationale ? Les préoccupations sont les mêmes pour tout le monde : l'emploi, le logement, la sécurité quotidienne, l'éducation. Mais dans une grande partie de l'Afrique du Nord, au Sahel, la capacité de l'État est souvent très faible, notamment du fait de la croissance démographique et de la corruption. Ces Etats ne répondent pas aux attentes de la population, et bien souvent, la politique est dominée par une petite

élite. Dans ce contexte, un certain nombre de réseaux illicites, extrémistes se développent, et offrent un terrain facile aux idéologies radicales. Le Nord et le Sud se perçoivent mutuellement comme des menaces. C'est une pression forte pour l'OTAN qui a pour mandat de protéger la zone euro-atlantique et peine à faire comprendre que sa mission est d'assurer la sécurité de ses Alliées mais aussi celle de ses voisins, et non aux dépens de celle de ses voisins. Nous avons intérêt à la sécurité des autres. Or on constate que plusieurs pays du sud tentent de construire de bonnes relations avec la Russie et la Chine et que cela reflète un désir de protection et d'indépendance vis-à-vis des pays occidentaux.

Pour le Vice-amiral d'escadre **Didier PIATON**, il faut revenir aux sources des conflits. L'espace méridional est un vecteur d'échanges, de circulation, associé à une immigration et à 50 000 morts depuis 1998. Les conséquences politiques en Europe sont importantes. Historiquement, des conflits existent en Méditerranée en lien avec les ressources halieutiques. Aujourd'hui, ce sont les ressources gazières qui attirent les convoitises et attisent les crispations en Méditerranée orientale. La guerre en Ukraine a fait prendre conscience de la dépendance de l'Europe au gaz russe. Le changement climatique aggrave également les tensions en exacerbant le stress hydrique et l'insécurité alimentaire.

Si on regarde la carte du Ministère des Affaires étrangères, les pays « interdits » se multiplient, encore le weekend précédent avec les événements iraniens. Un autre constat est l'échec des partenariats euro-méditerranéens comme le processus de Barcelone, initié en novembre 1995 et qui n'a pas abouti du fait de perceptions divergentes. Il n'y a pas eu de convergence économique, sociale ou politique entre les deux rives. La Méditerranée est un concentré des fractures du monde et théâtre d'un changement géopolitique majeur, du fait du conflit israélo palestinien, de la guerre en Ukraine, mais aussi des conséquences de la guerre hybride (désinformation qui déstabilise les sociétés européennes). Cela arrive chez nous, en France, il faut s'y préparer.

Giovanni ROMANI rappelle qu'en juillet 2023, à Vilnius, les Etats membres ont reconnu la complexité croissante des menaces pesant sur le sud, et ont missionné le groupe d'expert international. Les défis sécuritaires, démographiques, économiques et climatiques sont interconnectés. Il faut réfléchir en termes de défis, mais aussi d'opportunités. Et pour nous, OTAN, il faut se concentrer sur ce que nous pouvons faire, notre identité, et notre plus-value. Nous ne pouvons pas traiter de problèmes démographiques par exemple. Dans notre ADN, nous sommes une organisation politique et militaire, qui se concentre sur la sécurité. Nous ne sommes pas une organisation de développement, mais la sécurité est une condition du développement. Et nous devons aussi prendre en compte les implications sécuritaires du changement climatique. Nous devons nous concerter avec nos partenaires, pour analyser nos intérêts mutuels. L'intérêt de l'OTAN au sud c'est la stabilité. Les principales menaces sont le terrorisme, les trafics et les migrations illégales, et bien sûr les effets du changement climatiques. Les menaces

qui inquiètent nos partenaires sont notamment la cybersécurité, la sécurité des infrastructures clés, notamment énergétiques, le terrorisme et l'extrémisme violent.

M. HAQUET introduit la notion de « technologie low cost », qui inclut les drones. Ces technologies donnent de nouveaux moyens qu'ont certains terroristes d'infliger des dégâts considérables.

Pour **Didier PIATON**, ces technologies nouvelles ont permis aux ukrainiens de remporter de nombreux succès, notamment en mer, contre la flotte russe de la Mer Noire. Si le plus spectaculaire est la destruction du Moskova russe, ce sont surtout leurs drones qui ont contribué à ces succès. Les Ukrainiens ont également réussi à contrecarrer un débarquement probablement planifié sur la côte sud de l'Ukraine, vers Odessa, et ont repoussé plus au large les sous-marins Kilo, lanceurs de missiles, et délocalisé une partie de la flotte de Sébastopol. L'utilisation de drones de surface et aériens performants leur a donné un avantage technique notable, démontrant leur agilité technologique et intellectuelle, qui a surpris les Russes. On assiste ces derniers temps à toute une série de « premières » : des innovations technologiques et tactiques à bas cout, qui ont un impact militaire important. C'est par exemple au Yémen, avec l'extension en Mer Rouge du conflit.

Le Général d'armée aérienne (2S) **Jean-Paul PALOMEROS** constate que le métier de Commandant Suprême allié Transformation de l'OTAN est *de facto* centré sur l'innovation appliquée. Les innovations créent de la dissymétrie, un nouveau rapport cout/ efficacité. On peut difficilement parler d'efficacité opérationnelle quand on chasse des drones rustiques avec des missiles ASTER 30 ! On arrive à un phénomène d'épuisement tant sur le plan économique qu'opérationnel. On est dans une ère de l'innovation efficace, utile, exigeant de l'audace et de l'imagination pour anticiper les menaces et les moyens qui permettent de les propager, par exemple dans le domaine de la guerre sous-maritime. L'OTAN a un rôle central en ce sens, et elle doit coopérer avec l'Union européenne. Le Général Palomeros souligne l'importance de rester vigilants face à l'évolution des menaces, tout en exploitant les innovations pour atteindre nos objectifs. Par exemple, la sécurisation des grands événements tels que les Jeux olympiques, prend en compte la lutte anti-drones. Ces innovations doivent également être vues comme un moyen de renforcer les coopérations avec les pays du sud : on parle de technologies qui sont à la disposition de pratiquement tous les pays, qui concernent tout le monde, et où chaque Etat a un rôle à jouer, que ce soit en termes de réponses aux menaces ou d'opportunités. C'est le moment de créer une synergie des cerveaux, face aux nombreux défis, comme les défis hydrologiques par exemple. Il faut de l'imagination et de l'audace.

M. HAQUET demande s'il y a consensus au sein de l'OTAN sur le fait que le flanc Sud devient tout autant prioritaire que le flanc Est. Comment concilier les agendas nationaux des Etats membres ?

Selon **Giovanni ROMANI**, il y a un consensus parmi les Alliés sur l'importance du flanc sud, en termes de menaces et d'opportunités. Mais la déclinaison opérationnelle de ce constat est encore à venir, sur la base des conclusions du groupe de travail. Le prochain sommet de Washington nous donnera les lignes directrices. L'OTAN a trois missions : la sécurité collective, la gestion et la prévention des crises, et la sécurité opérationnelle. Le flanc Est est abordé par le prisme de la 1^{ère} mission. Pour le flanc sud, ce sont les 2^{ème} et 3^{ème} missions qui sont prioritaires. Et dans une approche très différente : nous pouvons, au sud, construire des partenariats, travailler ensemble à analyser et combattre les menaces. Ce qui n'est pas possible à l'Est !

Sur la question de l'innovation, Giovanni ROMANI confirme que c'est un facteur d'asymétrie. La guerre à Gaza en est une parfaite illustration. Et si avant, l'industrie de défense était le moteur de l'innovation technologique, ce n'est plus vrai aujourd'hui. C'est le secteur commercial qui conçoit et diffuse des innovations accessibles et peu chères. L'OTAN doit réfléchir à comment capitaliser sur ces innovations.

Jane KINNIMONT estime quant à elle qu'il est important de reconnaître que l'OTAN a beaucoup à faire dans l'Est et dans le Sud, et ne doit pas essayer de tout faire. Elle s'inscrit dans un environnement d'acteurs avec lesquels elle doit coopérer. L'organisation peut apporter une contribution particulière sur certaines questions de sécurité, qu'elle soit traditionnelle ou non-traditionnelle, apportant son expertise précieuse notamment en matière de lutte contre le terrorisme, de sécurité maritime, de résilience et de renforcement de capacité de défense des Etats. L'adaptation militaire au changement climatique est un autre domaine de coopération très important dans ces régions. Ainsi, l'OTAN pourrait concentrer son action sur les actions « préventives » pour prévenir les risques de guerre, par exemple en s'attaquant aux armes de guerres légères, mais également dans les activités de déminage et dans la reconstruction des Etats après-guerre. Pour cela, la collaboration avec l'UE est importante, il faut une volonté politique en ce sens.

Pour conclure cette table ronde, M. HAQUET demande aux participants quel est, pour eux, le point le plus urgent et important vis-à-vis du flanc sud ?

Pour le vice-amiral d'escadre **Didier PIATON**, il faut lutter contre les incompréhensions avec un dialogue plus nourri, et ainsi « limiter la cacophonie dans les partenariats ». Il faut que l'Union Européenne et l'OTAN travaillent ensemble car ce ne sont pas les mêmes organisations et elles apportent toutes deux des choses différentes. Selon lui, il faut également appuyer le développement par une aide plus importante que ce qu'elle est aujourd'hui.

Le Général d'armée aérienne (2S) **Jean-Paul PALOMEROS** ajoute que l'OTAN apporte sa crédibilité et sa capacité à faire travailler ensemble des pays différents, favorisant la

cohérence et l'ouverture aux autres. Une approche transverse et hybride est nécessaire, surtout dans le sud : il faut mieux échanger, et anticiper les menaces globales de manière plus transparente. L'Alliance apprend progressivement à adopter cette approche globale. Il est crucial de ne pas diviser l'OTAN entre Nord et Sud, mais de partager les préoccupations et les missions, renforcer la confiance est essentiel pour aborder efficacement les défis. Plus de confiance, plus d'échange, et apprendre à travailler ensemble. C'est valorisant pour tout pays de remplir ces missions.

Pour **Giovanni ROMANI**, la priorité est de sortir du sommet de Washington avec des décisions sensées et acceptées par tous. Il faut un engagement politique et réel envers le sud. Les pays partenaires attendent de l'OTAN un appui, un renforcement de capacité afin qu'ils puissent eux-mêmes assurer leur sécurité. C'est donc une question d'engagement envers eux.

.....
Intervention du Général Robert BRIEGER, Président du Comité militaire de l'Union européenne.

Le Comité militaire de l'UE est composé des 27 représentants des 27 chefs d'Etats major des pays membres. Il se réunit une fois par semaine. Son rôle est de conseiller les institutions européennes sur les sujets militaires.

Question d'**Olivier DARRASON** : l'UE développe actuellement une Capacité de déploiement rapide (RDC) pour la défense de l'Europe, indépendamment de l'OTAN. Initié en 2022 dans le cadre de la « boussole stratégique », ce projet vise à rendre permanente et pleinement opérationnelle une force de 5000 hommes d'ici 2025, répartis dans des unités terrestres, aériennes et maritimes. Cette force de déploiement rapide est-elle adaptée à l'ampleur des crises actuelles ?

General **Robert BRIEGER** : L'Union Européenne joue un rôle majeur en matière de sécurité depuis plus de 20 ans, avec des missions et des opérations visant à protéger les intérêts de l'Union Européenne en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, et à contribuer à la paix. Des formations sont également dispensées dans le cadre de missions telles que celles en l'Ukraine, en Somalie et au Mozambique. 3600 personnels sont actuellement déployés au travers de 6 missions et 4 opérations. Cela est un signal clair que l'UE est un acteur crédible en matière de sécurité. En février dernier, l'Opération ASPIDES, la toute première opération défensive de sûreté maritime dans un environnement non permissif. Sa mission est de rétablir et de préserver la liberté de navigation dans la mer Rouge, dans le Golfe et l'ouest de l'Océan indien. C'est une opération de nature défensive, afin de protéger les navires commerciaux.

En ce qui concerne la force de déploiement rapide, elle a été conçue pour être « modulable » et être utilisée, seule ou en appui d'une autre opération, dans différentes phases d'une opération. :

- 1) Phase initiale de stabilisation
- 2) Sauvetage et évacuation
- 3) Soutien à l'aide humanitaire et aide à la gestion des catastrophes
- 4) Prévention des conflits
- 5) Maintien de la paix

Cette force complète la coopération UE-OTAN déjà existante, et le soutien économique et politique reste la principale force de l'UE dans la gestion des crises. Il faut noter que l'intervention militaire de l'UE se concentrant sur les crises extérieures à l'Union, alors que l'OTAN reste le principal acteur de la défense de l'Europe.

Les 5000 hommes devraient être opérationnels en 2025. Sa taille est dimensionnée pour sa mission : être une réponse rapide, une première réponse en cas de crise, ou un appui ponctuel. Elle n'est pas prévue pour rester dans la durée. Une vraie réponse aux crises nécessite de combiner les outils militaires nécessaires et d'agir en coopération avec d'autres organisations internationales. Et bien entendu cela nécessite une volonté politique affirmée, donc un consensus entre les 27 membres.

Olivier DARRASON : un exercice a eu lieu en 2023, réunissant les 27 Etats membres. Y a-t-il un consensus sur les principaux risques auxquels fait face l'Union européenne ?

General **Robert BRIEGER** : la Méditerranée n'est pas l'unique théâtre de crise ou de préoccupation de l'Union européenne, mais c'en est un parmi d'autres, très important en raison des intérêts européens dans cette région. L'exercice mené a été un succès.



Table ronde n°2 | Quels enjeux pour la coopération Nord-Sud en Méditerranée ?

Table ronde modérée par **Olivier DARRASON**, Ancien membre du Parlement français, composée de :

- **Ferdinand BAKOUP**, Lead Economist à la Banque africaine de Développement.
- **Philippine BENTEGEAT**, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, adjointe au sous-directeur des affaires stratégiques.
- **André PARANT**, Ambassadeur de France, ancien ambassadeur de France en Égypte, en Algérie et en Tunisie.
- Général de corps d'armée (2s) **Jean-Paul PERRUCHE**, ancien Directeur Général de l'État-Major Militaire de l'Union européenne.
- **Mohamed Yahya TEISS**, Ambassadeur de Mauritanie en France.

Olivier DARRASON introduit la table ronde en évoquant la force de réaction rapide de l'Union européenne, et concrètement la question de la capacité militaire de l'UE. Nous abordons le sujet aujourd'hui par l'entrée méditerranéenne, mais la question reste entière. Nous assistons dans cette zone à la remise en cause rapide et violente de la coopération Nord/Sud telle qu'elle existait. Cela pose la question de la recombinaison de ces coopérations et alliances, tant dans leur forme que leur fond. Très récemment, les premières forces russes se sont installées au Niger alors qu'il y a un an nous étions encore dans une relation privilégiée avec ce pays. Cette table ronde vise à aborder tous les aspects des relations Nord/Sud : sécuritaires, mais aussi politiques et économiques, avec un regard de part et d'autre de la Méditerranée. **O DARRASON demande aux intervenants de partager leur constat de la situation ?**

Pour **Philippine BENTEGEAT**, les défis actuels à la coopération nord-sud ne sont pas nouveaux, nombreux d'entre eux sont systémiques, en lien avec le terrorisme, le trafic d'êtres humains et de stupéfiants, etc. La France tente d'y répondre aux travers de ses cadres d'intervention traditionnels, tels que l'UE et les Nations Unies. Mais s'y ajoute aujourd'hui le durcissement des compétitions stratégiques, qui s'illustre par l'agressivité renforcée de la Russie principalement. La Russie est aujourd'hui décomplexée à imposer son agenda national et à mettre en œuvre sa volonté d'expansion, notamment en Ukraine, mais aussi en Méditerranée et en Afrique, au travers de son continuum d'influence, depuis la Syrie, avec des relais en Libye vers l'Afrique sub-saharienne. Son objectif est de démontrer qu'une coopération Nord-Sud est impossible, afin de justifier ses actions. Pour cela la Russie utilise tous les moyens, cinétiques (Ukraine, guerre de haute intensité) armes de destruction massives, l'obstruction dans les cadres multilatéraux, mais aussi une guerre d'influence, avec des attaques informationnelles et cyber. Elle cherche à affaiblir notre crédibilité en faisant croire à un agenda caché de l'Occident collectif. Cela se traduit également dans le champ diplomatique : la Russie s'allie opportunément avec la Chine, autre compétiteur stratégique, pour affaiblir l'influence occidentale en se faisant le porte-parole du « sud global ». Cela se traduit par des offensives normatives, juridiques et la volonté de remettre en cause les normes, la souveraineté, l'intégrité territoriale. La vraie question est : comment répond-on à la levée des tabous successifs de ces compétiteurs ? Pour répondre à cette menace, il est crucial de renforcer nos capacités d'organisation avec nos partenaires, d'augmenter les moyens et de développer une capacité de résilience.

Pour **Olivier DARRASON**, il y a quelques années ce type de discours n'aurait pas étonné de la part de géopoliticiens, mais aujourd'hui le même discours tenu par un représentant du quai d'Orsay montre une prise de conscience accélérée.

Le Général de corps d'armée (2S) **Jean-Paul PERRUCHE** confirme ces propos, et ajoute que la Russie est notre adversaire assumé des deux côtés. Elle fait la guerre en Ukraine, mais aussi contre nos intérêts et nos valeurs, en Afrique et ailleurs. La Russie n'est pas

la seule menace mais elle interfère avec beaucoup d'autres. En deuxième lieu, le terrorisme reste une menace latente qui se rappelle à notre souvenir avec l'attaque à Moscou cette semaine. S'y ajoute la perméabilité de nos frontières aux migrations illégales (les trafics liés à cette perméabilité : narco-traffic, trafic d'armes, financiers...), et la question de la « sûreté maritime », la sauvegarde de la liberté de circulation, qui demeure importante pour garantir les approvisionnements de l'Europe. Sur le plan énergétique 1/3 du gaz européen et 1/4 du pétrole passent par la mer Méditerranée. Enfin, les pays européens montrent une inquiétude commune envers l'action de la milice Wagner en Afrique et l'influence grandissante de la Russie sur plusieurs nations, notamment l'Algérie et les pays du Sahel. Les putschistes cherchent le soutien des autocraties plutôt que des démocraties. Pour nous, les enjeux immédiats sont de pacifier les espaces maritimes européens face aux crises en cours (des Houthis dans le détroit de Bab-el-Mandeb jusqu'au Maroc, en passant par Chypre ou en Israël) et de contrer l'influence grandissante de la Russie en Afrique.

Pour **Mohamed Yahya TEISS**, les enjeux de coopération sécuritaire en Méditerranée sont liées à la menace terrestre militaire à l'Est et, de manière très différente, à la menace asymétrique mêlant aspects sociaux, politiques et sociétaux au sud. Nous avons sur les deux rives de la Méditerranée des destins liés. Ces crises sociétales touchent les pays africains, maghrébins, subsahariens et diffusent en Europe. Elles sont liées à l'environnement et aux migrations.

Depuis le milieu des années 1990, la Mauritanie et l'OTAN entretiennent un dialogue (dans le cadre du dialogue méditerranéen) afin d'identifier des passerelles de coopération pour faire face collectivement aux problèmes. Avec l'UE, le dialogue est également intense. L'UPM offre un cadre de discussion. Les défis et les perspectives de coopération Nord-Sud reposent sur trois facteurs clés : économique, sécuritaire et politique.

Au Sahel, les efforts entrepris, avec le G5 Sahel, la mutualisation des forces régionales et les appuis européens et américains, sont contraints par un retour en arrière de la gouvernance de plusieurs pays. La réponse la plus efficace à la menace diffuse au sud est le développement. Les pays africains et maghrébins ont besoin d'appui pour surmonter les handicaps du sous-développement. L'économie chasse l'insécurité : il faut rompre ce cercle vicieux dans lequel l'insécurité est alimentée par le sous-développement. La solution est d'investir dans la jeunesse. Nous avons des partenaires tels que la BAD et l'AFD. Pour M. TEISS, soutenir la jeunesse et lui donner des perspectives a un impact positif sur le développement du continent. L'appui au secteur privé, sa montée en puissance, est en ce sens un enjeu crucial.

André PARANT estime que la Méditerranée et son environnement sont des zones d'intérêt stratégique majeur pour la France et l'Europe, mais aussi une zone en proie à des conflits, des difficultés économiques et des instabilités politiques, ce qui génère des menaces pour notre sécurité et des tensions avec les pays de la région. Les sentiments souverainistes, panafricains et panislamiques qui croissent sont alimentés par ces

tensions, renforcés par des pays extérieurs comme la Russie, mais aussi par des griefs et frustrations accumulés envers l'Occident, et notamment la France au Maghreb et au Sahel. Ces revendications se traduisent par une critique des relations avec l'Europe, au profit d'autres partenariats, jugés moins « encombrants » ou exigeants. L'aide de l'UE et de la France est parfois contestée en raison des conditions qui y sont attachées, conditions jugées irréalistes ou attentatoire à la souveraineté des pays.

Ce constat est juste mais doit être nuancé. Il n'a pas le même degré partout. L'Europe reste un partenaire de référence, en particulier en matière de sécurité et d'économie, malgré la montée en puissance de la Chine spectaculaire. La présence économique russe au Maghreb est marginale, tandis que la Turquie renforce sa présence, principalement à des fins commerciales. L'Europe demeure le principal débouché pour les produits et services de ces pays, ainsi qu'une source majeure d'aide au développement. Et dans l'autre sens, c'est naturellement vers le Maghreb et l'Afrique que les industries européennes se tournent pour leur production. Bien que notre image ait pu se dégrader, notre modèle reste attractif, notamment dans le domaine de l'éducation, où l'Europe est privilégiée par rapport à la Chine, la Turquie ou la Russie.

Ferdinand BAKOUP rappelle le rôle de la Banque africaine de développement (BAD) : soutenir le progrès social et le développement en Afrique, au travers de projets d'assistance technique et de coopération. La France soutient cette institution et y contribue beaucoup. Il y a dans l'espace méditerranéen et africain une demande de coopération très nette, car ces pays sont des pays en voie de développement. Il y a en face une offre existante : les pays du Nord apportent de nombreux financements qui sont très utiles sur des projets importants (infrastructures routières, santé, éducation, agriculture). Mais, il y a encore beaucoup à faire pour que toutes les parties soient satisfaites de cette coopération. Les objectifs que les pays développés se sont fixés ne sont pas atteints (0.7% du PNB consacrés à l'aide publique au développement). Dans le secteur de l'énergie, les chiffres de l'OCDE montrent qu'une grande partie de l'aide va vers des actions d'atténuation des effets du changement climatique, or, beaucoup de pays demandent des actions d'adaptation au changement climatique (dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie). Pour résumer : la coopération existe, mais des efforts doivent être continués pour l'augmenter, la diversifier et mieux l'équilibrer.

Olivier DARRASON revient sur la notion de compétiteurs stratégiques et demande aux intervenants de décrire les méthodes de ces compétiteurs.

Pour **Philippine BENTEGEAT**, quand on analyse les méthodes, on observe un manque de finesse et de durabilité. « Le panorama est sombre mais la messe n'est pas dite ». Les coopérations sont opportunistes, principalement militaires, avec des exercices conjoints entre la Russie, la Chine et l'Iran par exemple, et des transferts de matériel. Mme Bentegeat observe également une coopération diplomatique entre la Russie et la Chine, un « mariage blanc » visant à soutenir certaines initiatives dans le seul but d'affaiblir les initiatives internationales concurrentes, pourtant validées dans les enceintes multilatérales. Par exemple, lors des récentes négociations sur le désarmement (non-prolifération, armes chimiques etc.), la Russie et la Chine ont bloqué les progrès. Dans le domaine informationnel, les méthodes employées sont l'alimentation des narratifs anti-

français dans des régions comme l'Afrique subsaharienne et le Sahel, cherchant à affaiblir l'alternative de sécurité et de partenariat française et européenne et à imposer leurs agendas. Cette tendance à la compétition et à la « logique de bloc » menace la coopération internationale, au détriment des pays du sud.

Pour le Général de corps d'armée (2s) **Jean-Paul PERRUCHE**, les Européens gardent une supériorité sur les autres pays en ce qui concerne la défense navale. La Chine essaie certes de montrer sa présence en mer et de prendre des positions dans les ports de Méditerranée (Grèce, Égypte, Libye, Algérie) mais peu d'actions militaires sont effectuées. La Russie quant à elle éprouve des difficultés pour atteindre la Méditerranée, le Bosphore et Gibraltar lui étant fermés. Pour le Général PERRUCHE, nous ne sommes pas à la veille d'une guerre de haute intensité en Méditerranée, mais certaines tendances sont à surveiller. On note ces dernières années :

- Une montée en puissance qualitative des Marines présentes en Méditerranée plutôt que quantitative, de la part de la France et d'autres pays européens : diminution de l'âge moyen des flottes et l'augmentation des performances des bateaux
- Une intensification des partenariats entre l'UE et les pays africains. Les investissements sur le continent africain augmentent, et la facilité européenne de paix dédie 5Mds€ à l'Afrique pour la sécurité et la défense. L'UE est un partenaire privilégié de l'Union africaine.

Quant à l'interaction des menaces soulignées on a récemment pu noter la position prise par la Russie en faveur du Hamas par rapport au conflit Israël-Palestine, elle serait probablement le principal vainqueur de cette confrontation par opportunisme. On peut par ailleurs redouter une difficulté de la milice Wagner à aider les pays africains à régler le problème du terrorisme. Si la situation sécuritaire se dégrade, il y aura des conséquences sur les migrations vers le nord.

Il faut une cohérence certaine entre les missions proposées pour appuyer les pays africains, la formation qu'on propose à leurs militaires et les équipements. En effet, si des formations sont proposées (notamment par l'Union Européenne qui a formé une dizaine de bataillons maliens pour s'opposer au terrorisme) les équipements n'ont pas toujours été à la hauteur.

Question de Olivier DARRASON : *comment voyez-vous l'important développement de l'exploitation de vos ressources (notamment gaz) au moment même où l'on mène une réflexion sur la décarbonation ? Y a-t-il une vision de paix et de sécurité de l'Union africaine?*

Mohamed Yahya TEISS répond que le partenariat avec British Petroleum est en cours, dans le cadre d'un accord tripartite avec le Sénégal, ce qui va donner d'importantes capacités financières pour les deux pays, et donc des marges de manœuvre pour investir. Pour l'Union Africaine, il est crucial de soutenir une intégration régionale. C'est un colosse

aux pieds d'argile. Les projets d'intégration sous-régionaux semblent être efficaces, par exemples les nombreux projets en cours dans la Zone de libre-échange africaine et les communautés économiques régionales. L'accompagnement de ce progrès du régionalisme est crucial.

Olivier DARRASON interroge l'ambassadeur **André PARANT** sur sa vision de la coopération nord-sud, à l'aune de l'actualité de la coopération de la France avec l'Égypte et le Liban.

Pour **André PARANT** les défis auxquels nous sommes confrontés sont multiples et complexes mais se rapportent finalement à deux sujets centraux : la sécurité et l'image. André PARANT identifie 5 pistes de réponse :

- Susciter une approche européenne plus cohérente et plus engagée sur la sécurité et les conflits qui affectent cette zone. Notamment en Libye où des désaccords entre les États membres ont affaibli la cohésion de la communauté internationale et ont favorisé l'influence de puissances extérieures, et au Sahel où la contribution européenne est minimale et largement portée par la France. Enfin au Proche Orient, les Européens se cantonnent toujours à une approche strictement humanitaire.
- Profiter de notre retrait forcé du Mali, du Niger et du Burkina Faso pour reconsidérer nos véritables intérêts en Afrique et décider si nous devons maintenir une présence militaire dans la région, et si oui à quelles conditions. C'est l'objet de la réflexion menée par l'ancien ministre Jean-Marie Bockel, sur demande du Président Macron.
- Réinvestir dans le dossier du Proche-Orient. La crise de Gaza a nui à l'image de l'Europe et de la France. Même si nos moyens d'influence restent limités, l'Europe doit chercher à adopter une position plus équilibrée, et l'affirmer plus fortement.
- Avoir sur le sujet migratoire une approche pragmatique et décomplexée. Le dialogue avec les pays d'origine et de transit est crucial. Il existe mais est insuffisant, chacun doit assumer ses responsabilités hors des postures idéologiques et des calculs politiques. Les pays d'accueil doivent assumer leurs besoins de main d'œuvre et préserver leurs canaux d'immigration légale, et les pays de transit et d'origine doivent accepter le retour de leurs ressortissants et l'amélioration du contrôle de leurs frontières.
- Favoriser le développement économique des pays du sud. Nous devons certainement à l'avenir y consacrer plus de moyens. L'aide au développement n'est efficace que si elle appuie une vision et des stratégies claires des pays d'accueil.

Pour ce qui est du cas de l'Égypte, les contributions extérieures (notamment des Émirats Arabes Unis et du Fonds Monétaire International) ont permis de limiter les effets de la crise économique. Ce n'est qu'un répit : des réformes doivent être entreprises.

Enfin, le Liban demeure la caisse de résonance de ce qui se passe dans la région. Le pays est directement impacté par la crise à Gaza, le conflit risquant de déborder sur le théâtre libanais, et par les actions de l'Iran. Une escalade reste toujours possible, mais ce n'est pas dans l'intérêt des deux parties (Iran/ Israël).

Olivier DARRASON questionne Ferdinand BALOUP sur les réflexions actuelles sur l'avenir du franc CFA.

La question du franc CFA est à la fois politique et économique. **Ferdinand BAKOUP** estime à titre personnel que les réformes monétaires sont les bienvenues. La question est de savoir si appartenir à une union monétaire est préférable à une monnaie nationale : la réponse n'est pas tranchée, tout dépend des réformes qui accompagnent ce changement. Même en Europe, le passage à l'Euro reste discuté vis-à-vis de certains pays. L'enjeu est la flexibilité. On ne peut pas être un îlot dans un monde globalisé.

Philippine BENTEGEAT conclut en énonçant des solutions possibles pour la coopération face aux nouveaux compétiteurs. Il y a trois objectifs :

- éviter les surprises stratégiques,
- refuser les logiques de blocs,
- empêcher les compétiteurs d'imposer leur agenda.

Face à cela, 3 trois réponses : 1/ maintenir l'offre de partenariat multidimensionnelle, notamment la coopération civile, 2/ renforcer la communication publique pour exposer les stratégies déstabilisatrices et leurs limites (exemple du site *Portal Combat* pour la France), enfin, 3/ appliquer des sanctions, qui malgré les critiques, demeurent efficaces pour forcer le retour à la table des négociations. Pour P. Bentegeat, il y a deux facteurs indispensables à toute action : se donner les moyens (en changeant d'échelle, et en utilisant les bons cadres d'action pour la coopération), et montrer de la résilience : ça va durer.

.....

Intervention de Ana SANTOS PINTO, Présidente du groupe de travail indépendant missionné par l'OTAN sur les relations avec le voisinage méridional.

Mme Santos Pinto annonce vouloir partager quelques réflexions sur la relation de l'OTAN avec les partenaires du Sud, issues des travaux du groupe de travail. Le groupe de travail a volontairement cherché à être critique et provocateur, considérant que l'on est plus efficaces et productifs en posant des questions plutôt qu'en exposants des constats et des suppositions. Le groupe de travail est indépendant, composé de 11 membres, il ne fait pas partie du dispositif institutionnel de l'Alliance et dispose d'une liberté de parole, il a l'avantage de voir l'Alliance de l'extérieur.

Deux idées principales, peuvent être ici retenues :

- Il y a un énorme déficit de connaissance sur ce qu'est l'OTAN, ses missions et prérogatives. Il n'y a pas de débat public sur l'OTAN, les citoyens ne sont pas conscients des mécanismes qui existent, encore moins des partenariats avec les pays du sud. Le dialogue méditerranéen de l'OTAN fête cette année ses 30 ans, et 20 ans de l'initiative d'Istanbul. Personne n'en parle jamais. Il y a près de 135 instruments de coopération qui existent, qui dupliquent les efforts et les ressources. Même pour nous au sein du groupe de travail, il nous a fallu plusieurs semaines pour appréhender le fonctionnement de l'Alliance et ses partenariats. Non seulement ce déficit de compréhension a un impact négatif sur les possibilités de coopération, mais sans connaissance, il n'y a pas de débat public, et donc pas de redevabilité des dirigeants.
- Il y a un problème d'état d'esprit, de mentalité : l'OTAN doit reconnaître que les partenariats avec le voisinage méridional (ou les voisinages méridionaux comme nous disons dans le rapport) sont essentiels à la sécurité des Etats membres, et avoir une vision claire de ce que doivent être ces partenariats. L'OTAN a été créée en réaction à la menace venant de l'est. L'approche à 360°, qui encourage l'OTAN à considérer toutes les menaces et toutes les zones géographiques, est récente. Elle n'est pas bien imprégnée dans les esprits. Or s'engager au sud, ce n'est pas se désengager à l'est. Nous devons reconnaître que nous avons des intérêts communs avec nos partenaires, des menaces communes, et des opportunités communes.

Au final il est difficile d'expliquer que l'OTAN est une alliance de défense et non une branche militaire de ses États membres. Pour Ana SANTOS PINTO il est donc nécessaire de mieux communiquer, et de s'adresser à ceux qui ne connaissent pas l'OTAN. Si la désinformation russe ou chinoise fonctionne c'est parce qu'elle rentre dans les esprits, elle parle un langage dans lequel les gens se reconnaissent. Les trois grandes recommandations sur rapport sont donc : écouter, comprendre et collaborer. Et cela dans les actions du quotidien. Se parler au jour le jour, en dehors du cadre institutionnel, s'adresser à tous, pas seulement aux élites et aux homologues, avoir une ouverture d'esprit qui nous permette de se mettre à la place des partenaires pour les comprendre, et avoir un discours clair et engageant, une communication stratégique.

.....

Table ronde n°3 | Comment mieux assurer la sécurité sur la frontière sud de l'Europe ?

Table ronde modérée par **Walter BRUYERE-OSTELLS**, Professeur des Universités en Histoire contemporaine à Sciences Po Aix, avec :

- **Tacan ILDEM**, Ambassadeur, Président du Think-Thank turc EDAM, ancien Secrétaire général adjoint de l'OTAN.

- **Mahmoud KAREM**, Vice-Président du conseil national égyptien pour les droits de l'homme.
- Vice-amiral d'escadre (2s) **Henri SCHRICKE**, ancien représentant militaire de la France auprès de l'OTAN et de l'Union Européenne (2020-2022).
- Général de brigade aérienne **Guillaume THOMAS**, commandant de la brigade aérienne des opérations du Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes.

Le professeur **Walter BRUYERE-OSTELLS** entame la discussion en faisant le constat d'un monde post-Guerre froide beaucoup plus complexe, caractérisé par des incertitudes fortes, particulièrement sur la frontière sud de l'Europe. La frontière sud est devenue une ligne de fracture majeure entre les Nord et les Suds, à l'échelle mondiale, dont la complexité est exacerbée par des conflits historiques en Méditerranée.

Les menaces identifiées ce matin soulèvent plusieurs questions : le réarmement dans le bassin méditerranéen et son impact sur les infrastructures critiques (câbles sous-marins, acquisition de sous-marins par l'Algérie), l'usage décomplexé de la force par la Russie et son influence sur les aspirations d'autres acteurs, ou encore l'instrumentalisation de la question migratoire comme outil politique par la Russie. À quelques mois des Jeux olympiques, les menaces émanant de la région sud, notamment le terrorisme, sont une préoccupation majeure à prendre en compte. Enfin, la question de l'escalade au Proche-Orient et la sur-militarisation croissante de la Méditerranée orientale, augmente les frictions et les risques de dérapage dans la région.

Quelles sont les principales menaces du point de vue turc ?

L'ambassadeur **Tacan ILDEM** déclare que la sécurité européenne est intrinsèquement liée à la sécurité de la périphérie sud de l'Europe et souligne que l'OTAN devrait maintenir son approche à 360 degrés pour dissuader et se défendre contre toutes les menaces et tous les défis venant de n'importe quelle direction. C'est particulièrement important à une époque où la séparation nette qui était ressentie dans le passé entre les deux directions (est et sud) a perdu de sa pertinence. La Russie et le terrorisme sont, selon le concept stratégique de l'OTAN, les principales menaces auxquelles l'OTAN est confrontée. La Russie a acquis ces dernières années un rôle de plus en plus important dans la région méditerranéenne, notamment en Syrie et en Libye. La Chine, quant à elle, qui est le concurrent de l'OTAN, est un acteur en plein essor dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Bien que les motivations et les objectifs de ces pays diffèrent, ils tentent tous deux d'obtenir des têtes de pont dans la région et cette tendance se poursuivra à l'avenir. M. ILDEM rappelle que les menaces et les défis émanant de l'Est étaient généralement analysés d'un point de vue « dissuasion et défense », tandis que les menaces émanant du Sud étaient traitées d'un point de vue « projection de la stabilité ». Mais la lutte contre le terrorisme est transversale à toutes les missions de l'OTAN et fait partie intégrante de l'approche à 360 degrés de l'Alliance. Elle contribue aux trois tâches

fondamentales de l'Alliance, à savoir la défense collective, la prévention et la gestion des crises et la sécurité coopérative. Le terrorisme est la menace asymétrique la plus directe pour la sécurité des citoyens des pays de l'OTAN, ainsi que pour la stabilité et la prospérité internationales. Toutes les formes et manifestations d'extrémisme et de radicalisation qui conduisent à la violence et au terrorisme sont une source de grave préoccupation pour les Alliés de l'OTAN et cela malheureusement pour un certain temps.

M. ILDEM rappelle par ailleurs qu'en 30 ans de dialogue politique et de coopération pratique avec les pays du Dialogue méditerranéen (DM) et en 20 ans avec les États arabes du Golfe dans le cadre de l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI), l'OTAN a réussi à instaurer une nouvelle culture de la coopération dans le domaine de la sécurité, avec 11 pays partenaires régionaux dont le niveau de développement et de sécurité est variable. L'environnement de sécurité méditerranéen englobe désormais un ensemble de liens régionaux plus larges : il ne faut pas « compartimenter » les menaces ou les aires géographiques qui caractérisaient le Sud. Tout est interconnecté dans un continuum géographique. Les conditions en Afrique subsaharienne et au Sahel ont un effet direct sur la stabilité en Afrique du Nord, et il est évident que la stabilité et la sécurité de la région MENA ne peuvent être perçues indépendamment de celles de la région du Sahel. L'importance croissante de l'Afrique pour la sécurité de la région MENA souligne l'utilité d'inclure le G5 Sahel, l'Union africaine et d'autres organisations régionales telles que la Ligue des États arabes dans les activités du Dialogue méditerranéen. L'OTAN doit réfléchir de manière plus créative à la façon dont elle utilise les partenariats dans le Sud. Un engagement plus proactif avec les pays concernés de la région MENA et du Sahel est nécessaire pour « permettre à la région de voler de ses propres ailes » en respectant pleinement l'appropriation régionale. Cela doit commencer par un engagement politique axé sur les résultats. L'OTAN doit se placer au centre d'un système informel d'organisations qui se chevauchent et de relations bilatérales/multilatérales pour répondre aux menaces et stabiliser la région avec d'autres parties prenantes. M. ILDEM évoque le lien direct entre la sécurité méditerranéenne et la sécurité européenne en ce qui concerne la sécurité maritime. La surveillance et le contrôle de l'espace maritime sont devenus des questions cruciales pour l'OTAN. Les analystes s'inquiètent du risque de terrorisme maritime et même de piraterie en Méditerranée. Cela exige des Alliés qu'ils soient à l'écoute des besoins de l'Europe en matière de sécurité maritime.

Le cas de la Turquie offre des leçons précieuses pour l'engagement avec les pays africains, notamment à travers l'agence turque de développement économique active dans toute la région. La coopération et la représentation diplomatique de la Turquie en Afrique ont été démultipliées ces dernières années. Tacan ILDEM espère que le rapport sur les partenariats méridional de l'OTAN sera traité avec toute l'attention qu'il mérite, que les défis et les menaces du Sud soient traités avec la même attention que ceux de

l'Est. Cela nécessite une communication stratégique efficace soutenue par des actions concrètes et une transparence sur ses actions.

Question de Walter BRUYERE-OSTELLS : Au-delà de la menace, quels sont les freins et les obstacles qui font qu'on ne parvient pas à cerner la multiplicité de cette menace ?

Pour le vice-amiral d'escadre (2S) **Henri SCHRICKE**, à partir de la fin de la Guerre froide, l'OTAN a été critiquée pour son inertie face au nouveau contexte géopolitique. Cette incapacité collective à ajuster son discours, restant dans une réflexion Est-Ouest (menace russe) ou Nord-Sud (terrorisme) tout en parlant d'une Alliance à 360°, a créé des fragilités dans son raisonnement, ce qui est exploité par ses concurrents. Les compétiteurs profitent de l'absence de réaction de l'OTAN face à leur brutalité dorénavant publique, assumée, et impunie. Parallèlement, l'Union européenne apparaît comme menant ses processus décisionnels sous le coup de l'émotion.

Le réarmement, particulièrement autour de la Méditerranée, est un sujet d'inquiétude. Ce n'est pas tant le réarmement lui-même qui est préoccupant, il l'a toujours été, mais l'absence des garde-fous de la Guerre Froide. Les pays instables qui se réarment sont fragiles face aux tentatives d'influence d'acteurs non étatiques, ce qui complique davantage la situation.

Le général de brigade aérienne **Guillaume THOMAS** estime que le contexte stratégique a lourdement changé et est désormais marqué par des menaces multiples, difficilement hiérarchisables. Les moyens militaires appelés à y répondre doivent pouvoir agir sur l'ensemble des champs de conflictualité : le cyber, l'espace et la lutte informationnelle, qui modifient significativement la façon de conduire les opérations.

On l'a déjà noté, une évolution récente et notable est l'utilisation croissante et désinhibée de la force par certains Etats, illustrée par des exemples tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le contrôle du Karabagh par l'Azerbaïdjan. Cette tendance à un durcissement des relations entre Etats se manifeste également d'un point de vue aérien par des attitudes plus menaçantes comme en Mer Noire où des menaces directes de destruction ont été proférées par la Russie à l'encontre de vols militaires français qui évoluaient dans l'espace aérien international. Un autre marqueur de l'évolution récente est l'émergence et la dissémination d'armements plus modernes autrefois l'apanage de grandes puissances militaires, notamment les drones ou les missiles balistiques, qui sont désormais entre les mains d'États moins puissants ou de groupes paramilitaires. Cette situation accentue les troubles, comme en témoignent les attaques par les Houthis en mer Rouge, ou les attaques de drones subies par l'Arabie saoudite ou les EAU il y a quelques années. En Afrique de nombreux Etats sont aujourd'hui dotés de drones modernes avec des capacités de projection lointaines. Parallèlement, l'information est devenue une arme majeure, avec des États comme la Russie prêts à manipuler et à propager des informations mensongères pour servir leurs intérêts, comme illustré par des propos russes sur un prétendu incident avec des aéronefs français en mer Noire, ou

l'imputation du charnier de Gossi au Mali par la milice Wagner, qui a heureusement pu être démentie.

La « désoccidentalisation » de certains pays, accompagnée de la montée en puissance à leurs côtés de pays comme la Russie et de groupes paramilitaires (comme Wagner au Mali, Burkina Faso et Niger), complique encore davantage la situation, avec des conséquences parfois directes sur notre liberté d'action telles que le refus systématique de survols d'espaces aériens et la révocation d'accords de formation militaire. Enfin, le dérèglement climatique a aussi un impact important sur les opérations militaires et peut nous concerner directement dans notre proche voisinage dans des proportions jamais connues auparavant. Comme en témoigne le cyclone tropical de type Mediane ayant frappé la Libye en septembre 2023. Les phénomènes climatiques extrêmes touchent sévèrement les populations concernées entraînant des migrations qui peuvent aussi être instrumentalisées par certains pour perturber les équilibres d'autres pays. Cela a été le cas aux frontières polonaises, où la Biélorussie et la Russie ont instrumentalisé l'afflux de réfugiés syriens.

Mahmoud KAREM (*intervention vidéo pré-enregistrée*), rappelle que l'Égypte entretient un partenariat stratégique solide avec l'Union européenne depuis de nombreuses années, soulignant l'importance de la coopération dans de nouveaux domaines, notamment l'énergie et l'hydrogène vert. L'Europe est le principal investisseur dans la région. Une relation spéciale avec la France est mise en avant, en raison du soutien historique de la France à l'Égypte.

Concernant le conflit de Gaza, l'Égypte souligne sa position de médiateur et son engagement en faveur de la paix, tout en exprimant sa préoccupation quant à la situation difficile à Gaza et en appelant à une coopération accrue pour l'acheminement de l'aide humanitaire. L'Égypte, tout en dialoguant avec les deux parties, insiste sur l'importance des droits de l'homme et l'arrêt des traitements inhumains dans la résolution du conflit, appelant Israël à écouter la voix de la communauté internationale pour éviter davantage d'escalade. Israël est en train de perdre la sympathie de la communauté internationale, les massacres commis empêche d'entrevoir une paix durable. Enfin, M. KAREM met en avant l'importance de la reconstruction post-conflit et le rôle que les différents partenaires méditerranéens peuvent jouer, en soulignant l'importance des droits de l'homme dans les relations internationales. Il y a eu des progrès en faveur des droits de l'homme en Égypte, sur les droits religieux, les droits de la société civile, ou avec la fin de l'état d'urgence. Les partenaires de l'Égypte doivent en parler très directement et honnêtement avec le gouvernement égyptien, lever les doutes et clarifier les accusations. Les droits de l'homme ne doivent pas être une barrière à la coopération, mais un champ de coopération. Par exemple sur la réintégration des détenus dans la société.

Pour le vice-amiral d'escadre (2S) **Henri SCHRICKE**, l'OTAN a réussi à anticiper et à gérer efficacement le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022, grâce à des travaux préparatoires débutés dès 2018 dans le cadre de la stratégie à 360 degrés, notamment

sur le plan militaire. Cependant, il reste un défi majeur à relever : penser à 360°. Ce n'est pas facile à l'échelle de 32 pays, mais pour avoir une planification opérationnelle efficace, il faut une vision d'ensemble claire, une volonté politique coordonnée. Il est par ailleurs crucial d'éviter la concurrence avec l'Union européenne. L'OTAN ne doit pas avoir les mêmes ambitions de partenariat que l'UE. Le poids des pays européens s'est accru au sein de l'OTAN, qui vient d'accueillir deux membres « fournisseurs » de sécurité. Il est également vital pour l'OTAN de travailler avec des clusters régionaux, comme l'Union africaine, et de maintenir des dialogues tels que le 5+5 de défense pour renforcer la confiance mutuelle. Concernant la Méditerranée, l'OTAN doit se réapproprier cette zone et ne pas se réfléchir par « tranches » (telle partie étant de la responsabilité de l'Espagne, telle autre de la Turquie etc.) car cela attise les rivalités. Mais on ne peut pas demander aux militaires de répondre à des problèmes que les politiques ne savent pas régler. Enfin, il faut repenser la complémentarité OTAN/UE, en revoyant les accords de Berlin + de 1999 (mise à disposition des forces de l'OTAN au profit de l'UE) et en améliorant le partage de renseignements. Par exemple, quels moyens l'OTAN pourrait mettre en place au profit de la capacité de déploiement rapide mentionnée par le Général Brieger ?

Tacan ILDEM revient sur la situation à Gaza, qui a des conséquences sur toutes les perspectives de partenariat au sud. La tragédie humaine provoquée par les opérations militaires menées par Israël, en violation flagrante du droit international, à la suite de l'assaut du Hamas le 7 octobre galvanise l'attention des grandes puissances et des acteurs régionaux, tout en empiétant sur la politique régionale. Il incombera aux pays occidentaux, dans leur ambition de préserver un ordre fondé sur le droit, d'agir de manière cohérente sans donner l'impression qu'ils appliquent deux poids deux mesures. Défendre d'une part la nécessité de faire respecter le droit international et de mettre en œuvre tous les instruments juridiques valables en Europe, et d'autre part fermer les yeux sur les violations flagrantes du droit international, y compris du droit international humanitaire, dans d'autres zones géographiques, comme à Gaza, va durablement nuire à la réputation et la crédibilité de l'Occident, et encourager des acteurs, y compris non étatiques, à tenter de tirer parti de la situation. Lors de la table ronde où l'Azerbaïdjan a été cité, en plus de la Russie, comme un pays défiant la sécurité européenne par l'usage de la force, M. ILDEM rappelle à l'audience que c'est l'Arménie qui a occupé 20% des territoires de l'Azerbaïdjan en 1994 en violation flagrante du droit international par l'usage de la force, causant plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur de l'Azerbaïdjan. Ainsi, que pourrait faire l'OTAN ? Il est important de voir comment les propositions du groupe d'experts indépendant seront traitées par les politiques. L'OTAN saura-t-elle s'emparer des recommandations, de changer ses méthodes de travail, de traiter le sujet par uniquement sous l'angle « gestion de crise » mais bien sous l'angle défense collective, responsabilité collective ? Cela restera-t-il un travail de *think tank*, ou bien est-ce qu'une prise de conscience aura lieu pour mieux anticiper concrètement les actions à prendre ? Ce sera un vrai test pour l'OTAN.

Question de Walter BRUYERE-OSTELLS : Pour revenir sur ce qui a été évoqué, peut-on parler de complémentarité UE / OTAN ?

Le Général de brigade aérienne **Guillaume THOMAS**, affirme que pour contribuer à protéger le sud de l'Europe, l'armée de l'air concentre en premier lieu ses efforts sur la protection de l'espace aérien national, en s'appuyant sur notre posture permanente de sûreté aérienne et le dispositif associé mais aussi sur des accords bilatéraux très poussés avec les pays voisins tels que l'Espagne et l'Italie, avec lesquels nous partageons nos informations radars et des procédures opérationnelles communes. Cette approche bilatérale renforce la sécurité aérienne en offrant une profondeur et une capacité d'anticipation des menaces. En parallèle, des efforts de coopération multilatérale sont déployés notamment dans le cadre du forum 5+5 qui permet de favoriser la connaissance mutuelle et le partage d'informations : une quarantaine d'activités de partenariats sont menées chaque année dans plusieurs domaines dont la sûreté aérienne avec la conduite d'exercices réguliers comme celui mené par la France en novembre 2023. Une autre forme de coopération se manifeste à travers l'opération Irini de l'UE, lancée en 2020, qui vise à faire respecter l'embargo sur les armes en Libye. Le volet aérien de ces opérations permet de surveiller les trafics et de détecter des infractions à l'embargo. Les avions engagés en Méditerranée, comme l'AWACS E3F, sont polyvalents car capables au cours d'une même mission d'agir soit dans un cadre européen (Irini) soit dans un cadre otanien (pour l'opération Sea Guardian). Pour progresser, il est nécessaire de renforcer la capacité à agir en amont des crises, en détectant celles-ci plus tôt, afin de les prévenir, pour cela il faut être en capacité de répondre efficacement et suffisamment tôt aux menaces hybrides qui sont souvent les premières à se manifester.

.....
Intervention du Capitaine Giovanni IODICE, Directeur adjoint du NATO hub for the South.

Ce colloque est une formidable opportunité de célébrer les 75 ans de l'OTAN tout en ayant une vision prospective, en confrontant les enjeux et défis actuels. Dans un contexte géopolitique complexe, l'OTAN doit faire face à de nouveaux défis et opportunités, en particulier aux frontières méridionales. L'Alliance doit rapidement innover pour répondre et s'adapter à ces défis. Une étape cruciale sera l'adoption à Washington de la « NATO renewed Southern flank strategy », une stratégie qui va au-delà des questions de défense en prenant en considération les causes profondes de l'instabilité, et qui promeut le dialogue.

En effet, nous ne sommes en sécurité que si nos voisins sont stables et sûrs. Les défis, qui ont déjà été énumérés, sont nombreux : sécurité, développement économie, démographie, énergie, changement climatique, sécurité alimentaire etc. La Méditerranée

est une illustration vivante des ponts de frictions entre les dynamiques du « sud global » et la sécurité mondiale. Les gains de la croissance économique au sud sont inégalement répartis et créent des tensions sociales, tandis que les flux migratoires irréguliers augmentent. A cela s'ajoute l'impact du changement climatique, qui accentue les risques de pauvreté, particulièrement en Afrique sub-saharienne. Enfin, la croissance démographique au sud accentue la pression sur les ressources, l'emploi et les infrastructures. Les groupes terroristes exploitent ces vulnérabilités, accentuant les menaces sécuritaires. En parallèle, la dépendance énergétique de l'Europe envers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, pour le pétrole et le gaz naturel, est d'autant plus critique face à cette instabilité.

Pour répondre à ces défis, une approche globale et multilatérale est nécessaire, intégrant des aspects économiques et environnementaux. Notre approche repose sur des valeurs communes : une approche concertée fondée sur le droit. Nous devons collectivement faire face aux tentatives de manipulations et d'interférence de la part des nouveaux concurrents (Chine et Russie), dont les tactiques sont diamétralement opposées à nos valeurs. Il est donc crucial d'adopter une communication stratégique et une perspective régionale, dépassant les seules préoccupations militaires. L'OTAN doit innover et s'adapter pour rester pertinente et efficace, en favorisant la confiance et la collaboration efficace entre ses membres et ses partenaires. Le Hub for the South est en ce sens un outil de soft power unique pour la communication et le partage d'information, capable d'apporter un éclairage précis, sur des situations locales, dans une perspective régionale et holistique. Notre approche unifiée pour l'avenir doit marier la force militaire à une stratégie politique, économique et sociale, construite en lien avec nos partenaires du Sud et s'attaquant aux causes profondes d'instabilité. Nous devons dépasser les cadres traditionnels de dialogue, instituer un nouveau standard de coopération régionale pour faire face aux défis globaux. Réaffirmons ensemble l'attachement à nos valeurs, et notre détermination sans faille pour défendre la paix.

Table ronde n°4 | Pour une sécurité et une coopération durables sur le flanc sud ?

Table ronde modérée par **Rostane MEHDI**, Professeur des Universités et Directeur de Sciences Po Aix, avec :

- **Ragnheidur Elin ARNADOTTIR**, directrice du centre de développement de l'OCDE
- **Aurelia GROSU**, Consule Générale de Roumanie à Marseille
- **Guillaume HENRY**, Conseiller des affaires étrangères au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Jeanne LATERRADE**, sous-directrice « Europe de la Défense » à la direction générale des Relations internationales et de la Stratégie, Ministère des Armées

Le Professeur **Rostane MEHDI**, commence la table ronde en se demandant si l'on peut se donner collectivement un horizon universel ? L'universel est en effet souvent le seul

moyen de rappeler les États à leurs obligations juridiques. Les États qui bordent la Méditerranée, au sens large, ont tous signés des pactes ou conventions internationales. La deuxième question est celle du cadre institutionnel et des moyens: dispose-t-on des dispositifs institutionnels idoines ? La Méditerranée est au cœur de plusieurs accords et institutions, mais aucun n'a à ce jour produit les résultats attendus.

Enfin, la question est celle de la volonté politique. Que fait-on concrètement pour créer ce volet de coopération ?

Pour **Jeanne LATERRADE**, la stabilisation du flanc sud demeure une priorité essentielle, tant pour les intérêts nationaux, que régionaux et multilatéraux. On fait beaucoup de choses en Méditerranée, que ce soit dans le cadre national ou multilatéral. Il y a des opérations menées sous mandat de l'UE, Irini ou ALTHEA, sous mandat de l'OTAN ou de l'ONU. Les bilans peuvent bien-sûr être questionnés, et c'est utile, mais ce serait pire si on ne faisait rien. L'effort de « l'Europe de la Défense » repose sur la consolidation d'une vision européenne : il convient de continuer à travailler sur la base des leçons apprises dans cette zone complexe et plurielle. La France joue un rôle moteur dans ces initiatives, et notamment dans la réflexion de l'Alliance sur le flanc sud, favorisant une approche équilibrée à 360 degrés pour contrer, très schématiquement, les groupes terroristes et les compétiteurs stratégiques notamment. La crise en Ukraine a cristallisé une prise de conscience collective, qui était déjà présente, mais qui n'était pas aussi visible sur la scène politique.

Les moyens et vecteurs pour désamorcer les crises comprennent :

- Une intensification des interactions de l'OTAN avec les partenaires du sud : un dialogue plus régulier et plus flexible avec comme point d'entrée des sujets d'intérêt commun (la sécurité maritime, le terrorisme...);
- Des partenariats renforcés dans le cadre d'autres cadres multilatéraux avec des pays clés comme le Liban, le Maroc, l'Égypte et l'Algérie ;
- Des mesures de réassurance indispensables, notamment par le biais des exercices conduits en coopération, bilatérale ou multilatérale ;
- Un engagement humanitaire fort : le droit humanitaire international a été remis en haut du spectre à Gaza. Notre capacité à fournir de l'aide humanitaire est importante et clef, bien au-delà de notre difficulté à résoudre ce conflit qui dure depuis si longtemps. Les efforts en matière d'aide humanitaire et de démarches pour essayer de trouver une solution et obtenir la paix sera sans doute ce qui restera marquant dans l'Histoire et pour les générations à venir. En tout état de cause, il faut impérativement continuer à agir pour mettre fin à la guerre et limiter les conséquences de ce conflit qui coûteraient plus cher que l'inaction.
- Un maintien du dialogue de défense renforcé avec nos partenaires, notamment à travers des initiatives comme le 5+5 et l'initiative quadripartite en Méditerranée orientale. Il faut penser à des méthodes alternatives, des formats différentes, pour mettre sur un pied d'égalité tous les partenaires. Citant un proverbe africain, Mme LATERRADE indique que « si on ne s'est pas compris, c'est qu'on ne s'est pas

assez parlé ». Nous pouvons mener des combats communs avec des valeurs différentes, le dialogue reste un vecteur incontournable et sur le long terme, le meilleur outil possible.

•

Rostane MEHDI ajoute que la parole de l'OTAN, sans être hors-jeu, est marginalisée dans cette discussion, car elle reste une Alliance politico-militaire. Il faut attraper le sujet « par tous les bouts », en ayant toujours à l'esprit le poids des circonstances, qui peuvent hâter une prise de décision, faire remonter une priorité sur une autre, ou clarifier une situation. M. MEHDI insiste sur le fait que ce qui se passe en Ukraine et à Gaza rend urgent le déploiement de mesures humanitaires. Un dialogue renforcé est nécessaire mais n'a de sens que s'il s'inscrit dans un cadre. Ces cadres existent. Ils sont parfois très empiriques, manquent peut-être d'ambition, mais ils sont efficaces. Le 5+5 n'est pas très visible, mais on y fait des choses très concrètes. Souvent il y a une déconnexion entre ambition et efficacité.

Aurélia GROSU, en sa qualité de Consule générale de Roumanie à Marseille donne la perspective d'un pays qui est à la fois un important fournisseur de sécurité régionale et euro-atlantique et bénéficiaire de la sécurité de l'OTAN. La Roumanie célèbre cette année les 20 ans de son adhésion à l'OTAN, un objectif majeur après la chute du communisme, qui a profondément transformé le pays. La réintégration de la Roumanie dans la famille transatlantique est basée sur des valeurs partagées telles que : la démocratie, les libertés individuelles, l'État de droit et le respect des droits de l'Homme. La participation à l'UE et à l'OTAN sont les deux piliers de la politique étrangère et de sécurité de la Roumanie. Au cours des deux dernières décennies, la Roumanie a connu une transformation profonde et irréversible et sa contribution à la sécurité euro-atlantiques et internationales s'est considérablement renforcée, contribuant à un grand nombre de missions et d'opérations de l'OTAN. La Roumanie a participé et participe activement aux missions et opérations de l'Alliance et aux discussions politiques pour l'accomplissement efficace de ses tâches fondamentales : la défense collective, la gestion des crises et la sécurité par la coopération. La Roumanie s'est impliquée dans diverses opérations, de l'Afghanistan à l'Irak, en passant par le Kosovo, et contribue activement au renforcement de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN sur le Flanc est. Actuellement, la Roumanie héberge des structures opérationnelles robustes de l'OTAN et accueille des milliers de soldats de nombreux pays de l'Alliance sur son territoire (Etats-Unis, France, Pologne, Royaume-Unis, Espagne etc.). C'est une preuve évidente de la solidarité des Alliés. La Roumanie joue un rôle crucial dans la sécurité de la Mer Noire et du flanc, au sein de l'OTAN et dans le cadre européen. Les efforts consentis par la Roumanie sont multidimensionnels. Le président roumain a exprimé l'intention de déposer sa candidature pour le poste de secrétaire général de l'OTAN, soulignant ainsi la reconnaissance du rôle de la Roumanie au sein de l'Alliance. Pour conclure, Aurélia GROSU tient à souligner que les garanties de sécurité ne peuvent être assurées que par

une coopération étroite, démontrant l'importance de maintenir une approche collective face aux défis sécuritaires.

Rostane MEHDI souligne que, si l'exemple de la Roumanie ne peut offrir un horizon crédible pour les pays du sud qui aspirent à rejoindre l'Alliance ou l'UE, elle démontre la prégnance des exigences éthiques communes, au-delà des écarts de développement.

Pour **Guillaume HENRY**, qui donne ici sa vision personnelle, la stabilité et la sécurité sont mieux garanties par des solidarités concrètes, qu'elles soient économiques, culturelles ou basées sur le partage de valeurs politiques communes. Dans l'espace euro-méditerranéen, si la politique européenne de voisinage a connu des avancées (accords d'association), ce processus se révèle limité et contraint, se concentrant principalement sur des réalisations commerciales plutôt que sur des aspects humains et politiques. La libéralisation des échanges elle-même est restée dans une large mesure circonscrite aux biens industriels, et les autres volets de coopération prévus dans le processus de Barcelone n'ont jamais été mis en œuvre, notamment sur la question des droits de l'Homme. Des défis structurels persistent, notamment l'asymétrie entre une organisation interétatique intégrée (UE) et les États tiers méditerranéens qui traitent en bilatéral avec l'UE et ne pèsent pas le même poids dans cette logique de négociation. La rive Sud reste profondément divisée. La logique est donc bilatérale et non partenariale. L'idée d'un partage de décision est restée embryonnaire, l'essentiel de la politique européenne de voisinage étant toujours dessiné et décidé à Bruxelles.

Au-delà de ces aspects d'enlisement, les conflits régionaux qui perdurent (Gaza, Syrie, Chypre, Sahara occidental) entravent toute forme d'intégration économique régionale, alors même que cela aurait pu être un élément générateur de croissance et d'attractivité pour les investisseurs étrangers.

La question est de savoir quelle perspective pouvons-nous envisager, dans ce qui ressemble au pire à une impasse et au mieux à un enlisement. M. HENRY dessine trois perspectives, en renvoyant aux trois concepts d'Albert Hirschman, « Exit », « Voice » et « Loyalty » :

- La perspective *Loyalty* serait est de conserver le cadre de la politique européenne de voisinage, en essayant de l'améliorer à la marge (intégration sectorielle, libéralisation des services, circulation des compétences etc.). Toutefois le constat malheureux pour M. HENRY est qu'il y a de très fortes réticences à ce type d'approfondissement au nord (agriculteurs espagnols qui contestent les importations marocaines par exemple) comme au sud (mobilisation tunisienne contre un accord de libre-échange complet et approfondi avec l'UE) ;
- La perspective *Exit* est l'absence de réponse concrète aux aspirations d'une grande partie de la population de la rive Sud, qui se traduit dans les urnes, et par des flux migratoires en hausse (pas seulement les plus pauvres mais également les plus qualifiés qui sont autant de perte de capital humain pour un futur de développement et de gouvernance) ;

- La perspective *Voice* est le fait que l'écart croissant entre les aspirations des habitants du Sud et l'offre qui leur est faite par leurs gouvernements et par les Européens est une source structurelle, même croissante de mécontentement et donc d'instabilité politique. Les Printemps arabes de 2011 pourraient donc n'avoir été qu'une grande répétition d'événements qui restent à advenir, des Printemps arabes ou iraniens nouvelle version.

Rostane MEHDI revient sur la négociation initiale autour de l'accord de Barcelone qui avait pour objectif de traiter des questions économiques, sécuritaires, culturelles et humaines, mais la dimension sécuritaire s'est avérée être prédominante. Les résultats de l'accord ont été décevants, les objectifs fixés n'ayant pas été atteints, cela nourrit une certaine frustration des deux côtés. Les causes de cette déception viennent notamment de l'incapacité des pays du nord à faire respecter des engagements conventionnels, et de l'insatisfaction des pays du sud qui ont le sentiment de subir une libéralisation incomplète tout en constatant que la dimension humaine a été laissée de côté. Cependant, le cadre de l'accord de Barcelone présente des mérites et doit être préservé et amélioré. Il y a un manque tragique d'unité et de structuration au sud. Les grands mouvements sociaux à venir sont inévitables. Ils sont le fruit d'un problème de gouvernance de l'autre côté de la Méditerranée. La fuite des cerveaux en est un gaspillage des compétences, par seulement une captation par le nord.

Raghneidur Elin ARNADOTTIR revient brièvement sur la position de l'Islande, membre de l'OTAN sans armée. L'île est dépendante des règles de sécurité collective. Se positionnant à ensuite du point de vue de l'OCDE, Mme Arnadottir considère qu'on ne peut pas parler de sécurité sans parler de développement et de bien-être. Le centre de développement de l'OCDE a été créé il y a 60 ans pour rassembler pays développés et pays en voie de développement, sur un pied d'égalité, pour trouver ensemble des solutions par le dialogue et la compréhension mutuelle. Nous voulons tous les mêmes choses, partout dans le monde. Tout le monde voudrait rester chez soi, en paix. Il faut identifier les causes racines des problèmes de sécurité. Peut-il y avoir de la sécurité si 700 millions de personnes vivent dans la pauvreté ? Si 75% de ces personnes se trouvent dans des pays fragiles, où le gouvernement n'est pas en mesure de gérer les risques climatiques ou géopolitiques ? Peut-on avoir un monde pacifique si 83 millions de personnes au Sahel et en Afrique de l'ouest n'ont pas accès à la nourriture ou à l'eau ? Si des millions de personnes devaient fuir leur pays, comme à la suite de la crise ukrainienne ? Ainsi, les défis tels que la pauvreté, le changement climatique, et l'accès à l'eau et à la nourriture doivent être abordés pour garantir la paix et la stabilité. On ne doit plus rester cloisonné, avec la sécurité d'un côté et le développement de l'autre, les menaces d'un côté et les opportunités de l'autre. Ce sont les deux faces d'une pièce. La coopération internationale, comme l'OTAN et l'OCDE, peut aborder ces défis de manière différente, dans plusieurs champs :

- Un monde sûr est un monde où les jeunes ont des opportunités économiques dans leur pays. Le nombre de jeunes Africains désireux d'accéder à l'enseignement supérieur va augmenter, mais éduquer ne suffit pas : ils veulent des emplois, des revenus.
- L'égalité des sexes est aussi un défi majeur. L'Afrique a la proportion la plus élevée au monde de femmes diplômées de l'enseignement supérieur, pourtant seulement 2 à 5% d'entre elles trouvent un emploi. Pour Madame ARNADOTTIR il y a beaucoup à faire en ce qui concerne le rôle des femmes et les normes sociales.
- Du côté des migrations, les flux sont en hausse, les chiffres sont criants. L'OCDE souhaite un monde où l'on peut être sûr que les migrants peuvent aider leur pays de départ et être utiles au pays d'accueil.

L'écoute, la compréhension et l'engagement sont les mots d'ordre. Ce que les pays demandent essentiellement, c'est d'être présents lorsque leur avenir est décidé, lorsque les règles du jeu sont fixées. Pour assurer la sécurité et la stabilité, il est impératif que tous les pays soient impliqués dans la prise de décision et dans l'élaboration des règles du jeu. Même si nos valeurs ne sont pas les mêmes. La coopération et le dialogue sont essentiels pour rapprocher les nations et trouver des solutions communes aux défis mondiaux sans nécessairement conclure un accord.

Rostane MEHDI conclut sur ce point : il n'y a pas de sécurité sans développement. Une démarche en faveur de la paix ne peut réussir que si elle est holistique.

A-t-on encore les moyens de cette aide au développement, nous pays développés ?

Pour **Raghneidur Elin ARNADOTTIR**, nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas le faire. Si nous n'accompagnons pas le développement de l'Afrique, nous en paierons le prix. A l'inverse, si notre aide fonctionne, nous en tirerons les bénéfices. Il y a aussi une obligation morale : le réchauffement climatique est principalement le résultat de notre développement. Nous ne pouvons pas exiger que d'autres pays renoncent à leurs ressources, et donc à leur développement économique, sans contribuer autrement à leur développement.

Jeanne LATERRADE revient sur la notion de co-responsabilité. On a essayé le « co-développement », dès le début des années 2000, et cela n'a pas fonctionné. Il n'y a pas d'investissements durables et efficaces, pas d'attractivité dans un pays corrompu et politiquement instable, que l'impôt n'est pas levé etc.. C'est le serpent qui se mord la queue, mais cette partie-là n'est pas de notre responsabilité. Les retours d'expérience montrent que même quand on répond à des besoins exprimés par les partenaires, les résultats ne sont pas toujours là. Par exemple sur les politiques migratoires, on a essayé de concevoir des dispositifs attractifs d'accueil en Union européenne, répondant à toutes les attentes légitimes (emploi, sécurité sociale, enseignement supérieur, logement etc.)

mais cela ne marche pas. Les migrants quittent *in fine* les Etats du nord pour revenir dans les Etats méditerranéens. Il faut tirer les leçons des expériences passées.

Conclusions générales – Général d’armée aérienne (2s) Stéphane ABRIAL, ancien Commandant Suprême Allié Transformation à l’OTAN.

Le Général d’armée aérienne (2s) Stéphane ABRIAL note que deux concepts principaux ont traversé la journée : la multisectorialité et la complexité du sujet et conclut cette journée de discussions en revenant sur les défis et les solutions possibles à apporter.

1. Le constat

L’OTAN est créée en 1949 alors que deux menaces principales pèsent sur l’Europe occidentale : la crainte de la résurgence du militarisme allemand et la montée en puissance soviétique. Les pays européens décident alors de sacrifier un pan de leur souveraineté en échange de la protection américaine. La place centrale des Etats Unis dans l’Alliance est donc intrinsèque dès le début. Mais après 1949, les pays européens ont conduit leur reconstruction et vécu leurs années de prospérité (30 glorieuses) à l’abri de ce parapluie américain, et grâce à l’aide américaine (plan Marshall). Ayant investi leurs efforts financiers dans d’autres champs que celui de la sécurité, il se retrouvent aujourd’hui dans une profonde inquiétude, réalisant que ce parapluie n’est pas éternel. Un autre constat quand on regarde l’histoire de l’OTAN est qu’il n’y a pas un décideur unique et incontrôlable au sein de l’Alliance. Ce sont les nations qui décident. Et les pays membres ont des attentes et des craintes différentes sur les questions de sécurité. On voit souvent l’OTAN comme un groupe homogène sous direction américaine, alors que la réalité montre des divergences. Les pays insulaires de l’ouest (US, Canada et Royaume Uni) – qui n’ont pas connu la guerre sur leur territoire depuis 200 ans – ont une vision assez « expéditionnaire » de la sécurité ; les pays d’Europe de l’ouest se sont quant à eux entrebattus à plusieurs reprises, et rêvent de diplomatie, quand les pays de l’est craignent avant tout le retour de l’impérialisme russe. D’un point de vue Nord-Sud, les pays du Nord de l’Alliance s’inquiètent des nouvelles voies de circulation qui s’ouvrent du fait du réchauffement climatique, quand les Etats du sud regardent avec inquiétude les phénomènes migratoires. La France est à la croisée des axes, avec une vision gaullienne qui a perduré depuis 1949, et joue soit le rôle de modérateur soit le trublion. L’OTAN dans sa globalité n’est ni dans la main d’un seul pays, ni au-dessus des nations : l’Alliance est un « club » de pays, qui agit par consensus. Ce qui unit toutes ces nations c’est le traité de Washington, un « bijou de la diplomatie » pour le Général ABRIAL, concis et précis, resté quasi inchangé depuis 1949. Ce traité est fondé sur des valeurs que tous

les pays membres partagent. Bien entendu les jeux d'influence au sein de l'Alliance jouent beaucoup, les Américains ont un poids important, toutefois un seul « non » venant de n'importe quel pays bloque le processus : ce sont donc *in fine* les nations qui décident.

Pour en venir à la région qui nous occupe aujourd'hui, le Général ABRIAL fait référence au Livre blanc *Comment faire mieux avec l'Europe ?* du think tank Synopia, rappelant que l'Europe et l'Afrique sont deux régions intimement liées, par l'histoire et la géographie. Entre les deux, la Méditerranée est « la zone géopolitique la plus belligène du monde » (citation du Professeur BRUYERE OSTELLS), carrefour de cultures et de religions, théâtre de multiples conflits. Le constat fait aujourd'hui sur cette zone est assez sévère, et si nous sommes réunis c'est parce que nous avons conscience que face aux défis posés par le climat, le terrorisme, les trafics illégaux, la criminalité transnationale etc., la sécurité en Méditerranée est un enjeu majeur pour nos deux continents. Parmi les menaces exposées aujourd'hui, le Général Abrial cite : l'Iran (pour le nord comme pour le sud), l'échec du processus de Barcelone, la sécurité maritime et la question des approvisionnements, les jeux d'influence de la Chine et de la Russie, les nouvelles vulnérabilités (groupe Wagner, coups d'Etat...), qui se superposent aux anciennes (terrorismes, conflits historiques...), les dépendances économiques. Nous n'avons pas beaucoup parlé de Libye, mais c'est une question centrale. A cela s'ajoute la guerre en Ukraine, qui détourne l'attention de l'OTAN à l'est. Nos pays sont bousculés, et les valeurs de démocratie sont remises en cause. Nous avons aussi beaucoup parlé de confiance, de problèmes de perception, de la nécessité du dialogue.

2. Les enjeux pour la coopération

Les principaux enjeux pour la coopération en Méditerranée sont la lutte contre le terrorisme, la perméabilité des frontières et la sûreté maritime. Mais la coopération Nord / Sud semble difficile. Il y a un déséquilibre politique, en notre défaveur, avec au sud une « brutalité étatique » assumée et impunie et une attitude « réactive et émotionnelle » au nord, ce qui génère des blocages diplomatiques. S'y s'ajoute l'influence des compétiteurs russes et chinois, qui cherchent à détruire toute tentative de coopération. La présence de Wagner pose problème : a-t-elle vraiment les moyens de lutter contre le terrorisme ? Le réarmement d'Etats instables, sans les garde-fous qui étaient instaurés de fait par la Guerre froide, est aussi inquiétant. Et dans certains pays les menaces sont moins militaires que sociales. L'aide du nord est souvent contestée par les pays du sud, perçue comme attentatoire à leur souveraineté, mais elle est la seule aide à s'attaquer aux causes sociales.

3. Comment mieux assurer la coopération et la sécurité sur la frontière sud de l'Europe ?

Le Général ABRIAL synthétise plusieurs solutions évoquées qui visent à prévenir et anticiper les crises :

- Améliorer la connaissance des pays tiers sur l'OTAN. C'est une alliance politique de défense, ce n'est pas le bras armé des Etats Unis ou de la France.
- Renforcer le dialogue politique entre le nord et le sud pour lutter contre les incompréhensions, mieux écouter et comprendre les préoccupations de toutes les parties, ne pas chercher à donner de leçons.
- Susciter une approche européenne plus cohérente et engagée : l'UE est capable d'apporter un soutien sur plusieurs plans (économique, militaire, humanitaire), il faut revoir notre présence en Afrique, réinvestir au Moyen-Orient et surtout agir dans la durée, dans l'optique d'un transfert durable d'expertise du nord vers le sud. Il faut par ailleurs éviter toute concurrence entre l'UE et l'OTAN, mieux se coordonner.
- Concevoir et mettre en œuvre une véritable communication stratégique, mettre au grand jour les mauvaises intentions de nos compétiteurs, avoir une contre-communication plus agressive, et ne pas tomber dans le piège du « tout sécurité » .
- Miser sur l'aide au développement, mais aussi encourager les investissements privés. En ce sens il faut accompagner les Etats du sud pour qu'eux-mêmes rendent possibles et attractifs ces investissements. Le Général ABRIAL cite l'exemple de Safran au Maroc. Cela a des répercussions positives sur de nombreux plans (perspectives économiques pour la jeunesse, situation des femmes etc.)
- Travailler sur le contrôle des migrations, et ouvrir des voies de migrations légales sud-sud.

Dans un contexte de déclin du modèle de démocratie libérale et de contestation des instances de la gouvernance internationale, il est capital de contrer par les idées et les faits le modèle que portent les régimes autoritaires, qui nourrissent et tirent profit des dissidences entre l'Occident et le soi-disant « sud global ». Ce dernier concept n'a pas de sens, il n'y a pas d'homogénéité au sud, et trop d'imbrications entre nord et sud. Il nous revient d'être créatifs, d'imaginer l'architecture, les canaux d'une meilleure coopération dans l'espace méditerranéen dans l'ensemble des domaines cités aujourd'hui. La Méditerranée offre des potentialités immenses, pour les deux rives. De notre côté nous devons améliorer la coopération UE/OTAN, ce qui est malheureusement un très long chemin tant les obstacles sont nombreux. La Politique européenne de voisinage ne convainc pas tout le monde, mais elle a le mérite de lancer des programmes de réforme dans les domaines politique, économique ou de l'éducation. Ce dernier point est crucial : il faut miser sur la jeunesse et contribuer à la formation des élites de demain, pour rapprocher nos pays.